Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

LE RÉSEAU INTERNATIONAL DE LA DG TRÉSOR

ÉDITO <<

Odile Renaud-Basso,
Directrice générale du Trésor

Le baromètre EY de l'attractivité industrielle de la France, publié le 13 janvier 2020, a confirmé le net regain d'attractivité enregistré par la France ces dernières années, en plaçant notre pays, comme en 2019, à la première place européenne des pays d'accueil d'investissements directs à l'étranger (IDE).

Fruit d'un effort collectif, ces résultats confortent l'action du Gouvernement, à laquelle contribue la Direction générale du Trésor, en matière de transformation économique de la France.

Dans ce cadre, le rôle des Services économiques à l'étranger demeure décisif à fois pour identifier des projets d'investisseurs étrangers mais aussi pour porter les messages relatifs aux réformes structurelles déployées en France, illustration du rôle de la Direction à l'international.

Notre réseau constitue un interlocuteur privilégié de nos entreprises à l'étranger, dans un monde où les enjeux internationaux sont croissants et toujours plus complexes. Au-delà des outils financiers de la Direction (Fasep, prêts du Trésor), les Services économiques, par leur connaissance fine des enjeux et contextes locaux, apportent en effet un appui direct à nos entreprises en termes d'analyses, de mises en contact et d'identification des bons relais au plan local pour répondre au plus près à leurs besoins.

J'espère que cette expertise de terrain suscitera l'intérêt croissant de nos entreprises, y compris PME et ETI primo-exportatrices, et les incitera à se rapprocher davantage encore de nos Services économiques et de la Direction du Trésor en centrale. Bonne lecture !

>> LE RÉSEAU INTERNATIONAL EN BREF

Le réseau des Services économiques de la DG Trésor est le prolongement à l'international du ministère de l'Économie et des Finances. Il est un maillon clé de la mise en œuvre à l'international des politiques économiques et financières de la France et constitue un interlocuteur privilégié de nos entreprises.

>> CHIFFRES CLÉS

31 Services économiques régionaux (SER)
70 Services économiques (SE)
22 Correspondants et délégués de chefs de services économiques/régionaux (CSE/CSER)
4 Représentations : UE (service éco - service financier), OCDE, ONU
1 délégation permanente : OMC

607
agents à l'étranger
dont 18 % de VIA (volontaires internationaux en administration)

105 pays
128 implantations

Chiffres : janvier 2020

>> PRINCIPALES MISSIONS

- Analyser la situation macro-économique et financière des pays partenaires
- Soutenir nos entreprises à l'international au service de l'emploi en France
- Assurer la promotion des positions françaises auprès des autorités du pays de résidence et décrypter celles de nos partenaires
- Promouvoir l'attractivité de l'économie française

Bruno Hervet, Executive Vice President Smart & Resourceful Cities, groupe Suez

Suez est l'un des groupes leaders mondiaux en matière de gestion de l'eau et des déchets.

Le gouvernement argentin et Suez ont conclu et mis en œuvre un accord transactionnel de règlement en application de la sentence que le centre d'arbitrage de la Banque Mondiale a rendu en sa faveur au titre de la concession d'eau et d'assainissement de Buenos Aires, résiliée en 2006. Le tribunal avait rendu une première décision favorable à Suez en avril 2015, puis, après recours de l'Argentine, une décision définitive et exécutoire en mai 2017. C'est alors qu'a commencé le travail de négociation avec le gouvernement argentin, mené de concert avec l'Ambassade et le Service économique régional de Buenos Aires, qui a maintenu un contact constant avec les autorités argentines sur ce sujet, tant au niveau technique que politique. En conservant ce dossier en haut de l'agenda bilatéral et grâce à la position constructive du gouvernement argentin, nous avons collectivement pu trouver une solution et aboutir, en avril 2019, à la mise en œuvre effective de l'accord transactionnel. Pour le groupe Suez, le montant en numéraire encaissé s'est élevé à 220 M€.

Philippe Matière, Président du groupe MATIÈRE SAS

MATIÈRE SAS, ETI familiale du Cantal, spécialisée dans les ouvrages d'art béton et métal, emploie plus de 500 personnes en France.

Depuis une dizaine d'années, MATIÈRE SAS développe son activité à l'export, ce qui nous a permis de tripler notre chiffre d'affaires, qui est passé de 50 M€ en 2009 à 145 M€ en 2018. Cette activité export concerne essentiellement l'Asie (Philippines, Sri-Lanka, …) et le continent africain (Sénégal, côte d'Ivoire, Kenya, etc.) où nous avons remporté de beaux contrats, financés soit par des crédits export couverts par Bpifrance Assurance Export, soit par des prêts concessionnels du Trésor français. À ce sujet, l'octroi d'un prêt du Trésor pour financer la construction de 12 ponts en Côte d'Ivoire, grâce à la forte implication et au précieux appui du Service économique régional d'Abidjan, nous a permis de prendre pied dans le pays, et de nouveaux projets sont en train de voir le jour. Je suis certain que l'aboutissement de ces différents projets n'aurait pas été possible sans le soutien de Bercy, des services des Ambassades dans les différents pays concernés qui servent de relais auprès des plus hautes instances locales, et de Bpifrance Assurance Export. Je tiens à les remercier chaleureusement pour leur soutien, avec une mention spéciale pour le Service économique régional de Nairobi. Pour les années à venir, nous ciblons également certains pays d'Amérique Latine et savons pouvoir compter sur le soutien des différents Services économiques du Trésor pour nous permettre de nous positionner durablement sur ce continent.

>> FOURNIR UNE EXPERTISE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE AUX ENTREPRISES ET À L'ADMINISTRATION

Le réseau international des Services économiques de la DG Trésor permet d'offrir une analyse complète et objective des enjeux économiques et financiers au plan mondial.

Le réseau apporte un appui quotidien à l'ensemble des administrations de la sphère économique, à commencer par l'administration centrale de la DG Trésor au titre de sa mission d'analyse de la conjoncture internationale et du risque-pays.

Cette expertise sert également aux banques, institutions financières et entreprises pour leurs propres analyses. Elle favorise une meilleure compréhension des enjeux et permet de donner des avis étayés sur des projets financés par l'argent public.

Déployés sur les cinq continents, les Services économiques analysent les sources d'informations locales tout en confrontant les données macroéconomiques à la réalité de terrain et à l'environnement des affaires ; à cet effet, ils sont en relation avec les autorités, les institutions financières et économiques, les économistes et les experts indépendants.

Cette expertise économique est aussi mise à profit pour la réalisation d'études comparatives internationales sur certains sujets transversaux qui alimentent les travaux de conception et de mise en œuvre des réformes en France.

>> LE SUIVI DES CRISES ÉCONOMIQUES

La contribution des Services économiques est cruciale pour apporter aux acteurs un éclairage local précis lorsque survient une crise économique ou financière dans un pays ou une région, comme cela a été le cas récemment dans plusieurs pays d'Amérique latine ou du Proche-Orient.

ZOOM SUR LES ÉTUDES COMPARATIVES INTERNATIONALES (ECI)

Les Services économiques sont sollicités pour réaliser des études comparatives internationales (ECI). Commandées par l'administration et les corps d'inspection et de contrôle, leur contenu vise à éclairer la décision publique et peut être mobilisé dans le cadre de projets de lois.

Ainsi, le rapport remis au Premier ministre en septembre 2019 intitulé **5 chantiers pour simplifier et accélérer les installations industrielles** était notamment alimenté par une ECI menée dans plusieurs pays de l'Union européenne (Roumanie, Espagne, Allemagne, Pays-Bas, Danemark, Suède, Royaume-Uni).

EUROPE

8 SERVICES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX

Berlin, Bruxelles, Londres, Madrid, Rome, Sofia, Stockholm, Varsovie

16 SERVICES ÉCONOMIQUES

Athènes, Belgrade, Berne, Bratislava, Bucarest, Budapest, Copenhague, Dublin, La Haye, Lisbonne, Helsinki, Oslo, Prague, Riga, Vienne, Zagreb

3 DÉLÉGUÉS/CORRESPONDANTS

AMÉRIQUES

6 SERVICES ÉCONOMIQUES REGIONAUX

Bogota, Buenos Aires, Brasilia, Mexico, Ottawa, Washington

8 SERVICES ÉCONOMIQUES

Caracas, Guatemala, Lima, Montréal, New York, Panama, Saint-Domingue, Santiago du Chili

6 DÉLÉGUÉS/CORRESPONDANTS

AFRIQUE ET MAGHREB

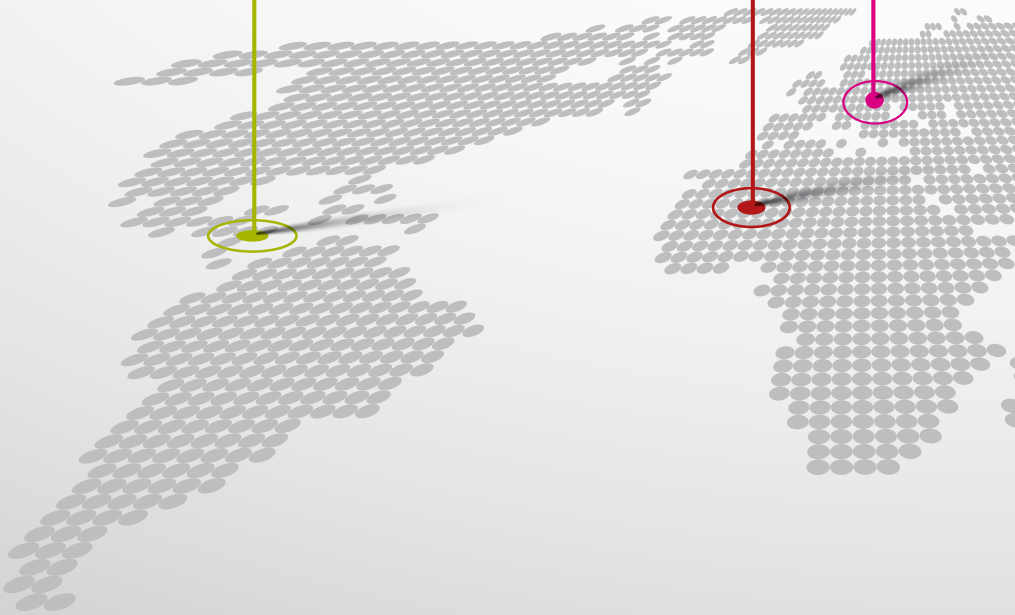
8 SERVICES ÉCONOMIQUES REGIONAUX

Abidjan, Abuja, Alger, Nairobi, Prétoria, Rabat, Tunis, Yaoundé

15 SERVICES ÉCONOMIQUES

Accra, Addis-Abeba, Bamako, Brazzaville, Dakar, Dar-Es-Salam, Kampala, Khartoum, Kinshasa, Libreville, Lomé, Luanda, Maputo, Ouagadougou

3 DÉLÉGUÉS/CORRESPONDANTS



105 PAYS
128 IMPLANTATIONS

PROCHE-MOYEN ORIENT, CEI ET ASIE CENTRALE

4 SERVICES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX

Abu-Dhabi, Ankara, Beyrouth, Moscou

16 SERVICES ÉCONOMIQUES

Astana, Amman, Bagdad, Bakou, Doha, Jérusalem, Kiev, Koweit City, Le Caire, Manama, Mascate, Nour-Soultan, Ryad, Tbilissi, Téhéran, Tel-Aviv

4 DÉLÉGUÉS/CORRESPONDANTS

ASIE ET OCEANIE

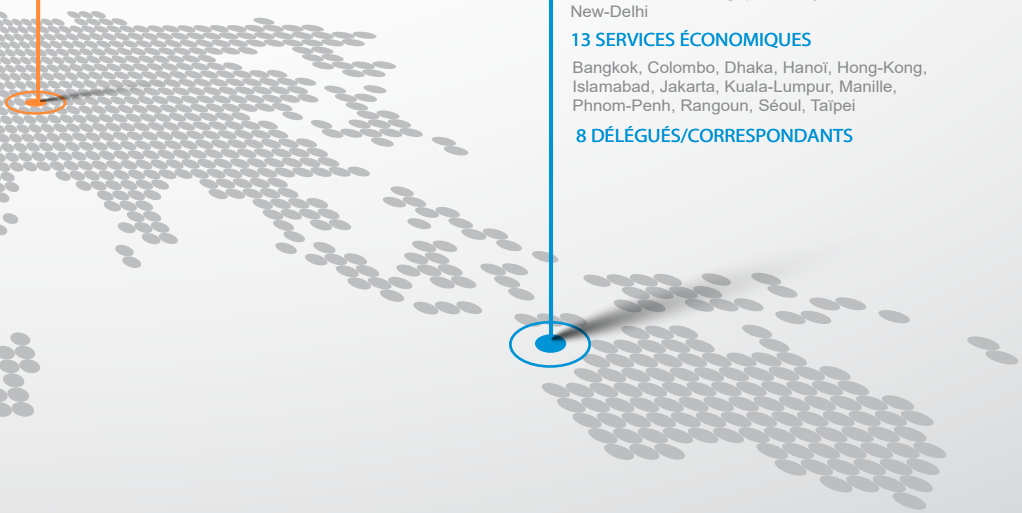
5 SERVICES ÉCONOMIQUES REGIONAUX

Canberra, Pékin, Singapour, Tokyo, New-Delhi

13 SERVICES ÉCONOMIQUES

Bangkok, Colombo, Dhaka, Hanoï, Hong-Kong, Islamabad, Jakarta, Kuala-Lumpur, Manille, Phnom-Penh, Rangoun, Séoul, Taïpei

8 DÉLÉGUÉS/CORRESPONDANTS



Régis Charpentier, Président de WINWIN

Winwin Afrique est une start-up née en 2016 de l'envie de mettre le sport au service du développement en Afrique. L'entreprise a reçu le mandat du ministère des Sports de Côte d'Ivoire pour concevoir, financer et réaliser un programme de construction d'infrastructures socio sportives de proximité sur tout le territoire ivoirien.

En mai 2018, la Direction générale du Trésor nous a octroyé un Fonds d'Étude et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) en vue de construire à Koumassi (district d'Abidjan), le premier stade socio sportif du programme AGORA, démonstrateur du savoir-faire dans la filière économique du sport français. Aujourd'hui, après avoir construit et mis en exploitation le démonstrateur en novembre 2019, nous travaillons pour que ces AGORAS soient dupliquées 90 fois en Côte d'Ivoire puis dans toutes les grandes villes africaines. Au-delà du financement apporté, des solutions techniques trouvées pour permettre à une start-up de bénéficier de ce type d'outil, le Trésor et plus particulièrement le Service économique d'Abidjan, a été la clef de voute de la mise en place de ce projet. Cette coopération public privé a permis de piloter le projet avec le ministre des Sports ivoirien, accompagnement décisif pour nous aider à franchir un à un les nombreux obstacles inhérents à ce type de programme.

Fabrice Lepotier, Président du groupe EFINOR

Groupe industriel familial français, ensemblier intégrateur, EFINOR a été créé en 1988 par Fabrice Lepotier. Il réalise 83 M€ de chiffre d'affaires pour 800 salariés et exporte une partie de son savoir-faire à l'international.

Le groupe EFINOR a signé le 24 septembre 2019 avec l'Autorité du canal de Suez un premier contrat de vente de trois navires de dépollution de la gamme Sea Cleaner, pour une valeur pouvant aller jusqu'à 12 millions d'euros avec les options. Ces 3 bateaux - Multi Cleaner 128 - sont de véritables navires polyvalents alliant les fonctionnalités d'un workboat à un navire de dépollution. Ce projet, qui permettra au canal de Suez de respecter les normes environnementales de dépollution des eaux, est l'aboutissement de plus de trois ans de négociations entre les équipes EFINOR et les équipes de l'autorité du canal de Suez, avec l'appui du Service économique du Caire (…). En ce sens, le groupe EFINOR a suivi la visite du Président de la République en Egypte, en janvier 2019, afin de poursuivre les échanges avec les autorités du canal de Suez et a ainsi pu signer une lettre d'intention pour ouvrir des négociations exclusives. Des négociations dans d'autres pays sont actuellement en cours, rendues possibles notamment par l'action du Service économique.

>> ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES FRANCAISES À L'INTERNATIONAL

Les Services économiques apportent leur soutien aux entreprises françaises, en identifant les projets, grands contrats et investissements, et en les aidant dans leurs démarches au niveau local.

Ils identifient les opportunités d'affaires et les secteurs porteurs, en lien avec la « Team France Export » (Business France, Chambres de Commerce et d'industrie, régions et Bpifrance).

Ils participent au décryptage de la situation économique et financière des pays et appuient les entreprises dans leurs contacts avec les autorités du pays de résidence (identification des interlocuteurs, obtention de rendez-vous, suivi des principaux contrats et projets d'investissement, démarches auprès de l'administration ...).

Ils informent les entreprises sur les outils financiers du Trésor ainsi que sur les garanties publiques gérées par Bpifrance Assurance Export au nom et pour le compte de l'État. Ils réalisent un suivi des procédures d'obtention au plan local et veillent à la bonne articulation avec les grands bailleurs internationaux s'agissant de projets structurants.

Enfin, ils assurent la coordination européenne des positions au niveau local sur les sujets d'intérêt commun (accords de libre-échange, problématique d'accès au marché ...).

ZOOM

Ciblant en priorité les PME, le **Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP)** est une avance remboursable destinée à financer des études de faisabilité ou l'installation d'un démonstrateur de technologies vertes et innovantes. Il intervient en amont d'un projet d'infrastructure et permet à l'entreprise de démontrer l'efficacité de ses méthodes et d'acquérir une référence dans le pays partenaire.

>> Dans la perspective du Sommet Afrique-France de juin 2020, un appel à projets a été lancé par la DG Trésor sur le thème « Solutions innovantes pour la ville durable en Afrique ». Les 21 lauréats, sélectionnés parmi 226 dossiers candidats, ont pu bénéficier d'un FASEP.

Le Prêt du Trésor est un prêt entre l'État français et un État étranger pour financer un projet d'infrastructure ou de service à forte composante française (70% pour un prêt « concessionnel », 50 % pour un prêt « direct »). Un accord intergouvernemental est négocié entre la France et l'État tiers pour fixer les conditions de remboursement du prêt. Le financement, compris entre 10 et 70 M€, est directement versé par l'État français à l'entreprise réalisant la prestation, au fur et à mesure de l'avancement du projet. Pour certains, les prêts du Trésor peuvent être mixés avec des prêts bancaires garantis par Bpifrance Assurance Export.

Anciennement pilotées par la Coface, **les garanties publiques export** sont gérées par Bpifrance Assurance Export, depuis le 1er janvier 2017, pour le compte et sous le contrôle de l'État. Ces garanties ont pour objectif de soutenir les exportateurs en leur permettant d'obtenir des financements dans les conditions les plus favorables possibles afin de proposer l'offre la plus compétitive. Ces garanties couvrent un large panel de risques.

>> PROMOUVOIR L'ACTION ECONOMIQUE DE LA FRANCE À L'INTERNATIONAL

Le réseau international assure la promotion des positions françaises auprès des autorités locales et décrypte celles de nos partenaires. Il suit en particulier les négociations et la mise en œuvre des accords de libre-échange de l'Union européenne et assure le relai des positions de la France au sein des grandes instances internationales (FMI, G20, G7 …).

À ce titre, les Services économiques :

• Préparent et organisent les séquences économiques de toutes les visites d'autorités françaises à l'étranger et d'autorités étrangères en France, ainsi que les rencontres en marge des évènements internationaux.

• Défendent et relaient les positions de la France au sein de l'Union européenne, des grandes instances internationales et des institutions financières internationales (FMI, OCDE, Banques de développement).

• Préparent et coordonnent les dialogues institutionnels bilatéraux en matière économique, financière ou commerciale :
- dialogues annuels de niveau ministériel avec les plus grands partenaires (Chine, Japon, Russie, Corée, États-Unis) permettant une revue complète des partenariats et l'obtention d'avancées concrètes pour les entreprises françaises ;
- commissions mixtes abordant en priorité les questions de commerce et d'investissement avec de très nombreux pays émergents (Biélorussie, Inde, Ukraine, Pakistan, Philippines, Vietnam …).

• Élaborent conjointement avec l'administration centrale des stratégies régionales visant à guider plus efficacement l'action de l'État à l'étranger.

Forum de Paris, mai 2019

>> PROMOUVOIR L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

La promotion des investissements étrangers en France figure parmi les missions prioritaires du réseau international des Services économiques de la DG Trésor compte tenu des enjeux pour l'emploi et le dynamisme de l'activité en France (17 % de la valeur ajoutée, 30 % des exportations françaises et 13 % des emplois totaux).

Le réseau international de la DG Trésor– et particulièrement les Services économiques implantés dans les 40 pays prioritaires en la matière – participe activement à la promotion du site France comme destination d'investissement et à l'identification d'investisseurs étrangers potentiels. Il s'appuie sur un bureau dédié en administration centrale, crée en 2019 afin d'appuyer et piloter les actions du réseau et assurant également les fonctions de secrétariat général du Comité de pilotage interministériel dédié à l'attractivité.

>> CHOOSE FRANCE

Créé en 2018, Choose France est un évènement destiné à valoriser l'attractivité économique de la France auprès des principaux investisseurs internationaux – l'édition 2020 a ainsi réuni 150 PDG internationaux.
Le Secrétariat général est assuré par un conseiller économique de la DG Trésor. Le réseau international est mis à contribution, aux côtés de Business France, pour l'identification, et la préparation des entretiens.
La DG Trésor est fortement impliquée dans la définition et la mise en œuvre des mesures liées à l'attractivité annoncées par le Président de la République et le Premier ministre à cette occasion.

>> SCALE-UP TOUR

Plus d'une centaine d'investisseurs internationaux de haut niveau de la scène technologique ont été reçus à Paris au cours des deux premières éditions du Scale-up Tour, évènement annuel visant à faire la promotion de l'écosystème tech français et à en soutenir l'hypercroissance par l'attraction de financements internationaux déterminants. La DG Trésor et ses services économiques pilotent l'initiative, aux côtés de la Mission French Tech, Business France et BPI.

>> CLASSEMENTS INTERNATIONAUX

Le réseau international est actif auprès des institutions de référence (Forum Économique Mondial, Banque Mondiale, International Institute for Management Development…) afin de s'assurer de la prise en compte des réformes menées en France et de leurs résultats économiques dans l'établissement des grands classements économiques internationaux.

Ministère de l'Économie et des Finances
Direction générale du Trésor

Retrouvez-nous sur le site www.tresor.economie.gouv.fr
et sur les réseaux sociaux

Crédit illustration Fotolia, Adobe, BercyPhotos